



Résumé des éléments-clés des précédents cycles de l'EPU

Lors du troisième cycle de l'Examen périodique universel, la Belgique a reçu 19 recommandations relatives aux droits des personnes en situation de handicap, notamment en matière de discrimination, d'inclusion sociale et d'accès aux services essentiels. Bien que peu de recommandations aient porté spécifiquement sur les enfants, celles-ci rappelaient les obligations de la Belgique au titre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) et de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE), en particulier en ce qui concerne l'accès à une éducation inclusive, la participation et la protection contre toute forme de ségrégation.

La Belgique a accepté la majorité de ces recommandations et s'est dotée de plusieurs cadres stratégiques, dont le Plan d'action fédéral Handicap 2021–2024 et la Stratégie interfédérale Handicap 2021–2030, qui reconnaissent l'importance de l'inclusion et de l'approche fondée sur les droits humains. **Toutefois, les enfants en situation de handicap demeurent insuffisamment visibles dans ces cadres et les progrès restent limités dans leur mise en œuvre concrète.** En Flandre, un plan pour évoluer vers un système éducatif plus inclusif est en préparation, avec des avancées notables par rapport à la législation précédente.

Contexte national

En Belgique, les enfants en situation de handicap continuent de faire face à des **obstacles structurels entravant l'exercice effectif de leurs droits**. Le modèle dominant demeure largement fondé sur une approche médicale et institutionnelle, orientant fréquemment les enfants vers des dispositifs spécialisés ou séparés, notamment dans le domaine de l'enseignement. Le contexte social et économique accentue ces difficultés. Le détricotage progressif des politiques sociales, qui se traduit par la diminution, la limitation ou la conditionnalité de la sécurité sociale affecte directement les enfants, notamment lorsque leurs parents sont aidants-proches ou confrontés à la pauvreté.

La coordination insuffisante entre niveaux de pouvoir et secteurs, complique l'accès des enfants et de leurs familles à des parcours cohérents et adaptés. Le manque de données fiables et ventilées limite également la capacité des autorités à élaborer, suivre et évaluer des politiques publiques fondées sur les besoins réels. Enfin, **le Plan d'action fédéral Handicap 2025–2029 n'a pas encore été finalisé ni adopté par le gouvernement**, ce qui retarde la définition de priorités claires et de mesures concrètes pour améliorer l'inclusion des enfants en situation de handicap.

Défis et impacts

Les principaux défis identifiés ont des impacts directs et durables sur la vie des enfants en situation de handicap, exacerbés par le recul des politiques sociales et le retard dans l'adoption du plan 2025–2029 :

- Persistance de la **relégation dans l'éducation**, avec un recours élevé à l'enseignement spécialisé et des obstacles à l'inclusion dans l'enseignement ordinaire ;
- Risque accru d'**institutionnalisation**, souvent lié à l'absence de services de soutien suffisants pour les familles ;
- Inégalités territoriales importantes dans l'**accès aux services, aux accompagnements et aux infrastructures adaptées** ;



ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP



- Charge disproportionnée supportée par les **familles**, confrontées à la complexité administrative et à l'insuffisance de soutiens ;
- Accès limité à la vie sociale, culturelle et récréative, renforçant l'**isolement** des enfants dès le plus jeune âge ;
- **Participation insuffisante des enfants**, dont la voix est rarement prise en compte dans les décisions les concernant (orientation scolaire, loisirs, santé, lieu de vie, etc.).

Ces défis compromettent l'effectivité des droits des enfants en situation de handicap et freinent la transition vers une société inclusive, conforme aux engagements internationaux de la Belgique.

RECOMMANDATIONS

- Renforcer l'approche fondée sur les droits humains en matière de handicap, en plaçant systématiquement l'inclusion et l'intérêt supérieur de l'enfant au cœur des politiques publiques, en mobilisant les outils du *Handstreaming* et du *Child Rights Impact Assessment*.
- Accélérer la transition vers un système éducatif inclusif (conforme à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées), en dotant l'enseignement ordinaire des ressources humaines et financières nécessaires, en renforçant la formation initiale et continue du personnel éducatif et en réduisant progressivement le recours à l'enseignement spécialisé.
- Prévenir l'institutionnalisation des enfants en situation de handicap, en développant des services de soutien de proximité, d'accompagnement des familles et de répit, dès la petite enfance.
- Renforcer la coordination entre les niveaux de pouvoir et les secteurs concernés au sein de la Conférence Interministérielle Handicap, afin d'assurer des parcours cohérents et accessibles pour les enfants et leurs familles.
- Finaliser et adopter rapidement le Plan d'action fédéral Handicap 2025–2029, en y intégrant des mesures concrètes et prioritaires pour l'inclusion des enfants en situation de handicap.

Fiche en ligne :

<https://lacode.be/projet/upr-2026-factsheets/>



Commission nationale
pour les droits de l'enfant

Contact : Séverine Acerbis
severine.acerbis@ncrk-cnde.be



COORDINATION DES ONG
POUR LES DROITS DE L'ENFANT
Contact : Marie D'Haese
mariedhaese@lacode.be



Contact : Pierre Trbovic
pierre.trbovic@defensedesenfants.be



Contact : Marie Noël
marie.noel@cfwb.be



Contact : Sien Crivits
sien.crivits@stekr.net

Cette fiche d'information fait partie d'un ensemble de fiches rédigées au sujet de la situation des droits de l'enfant en Belgique à des fins d'information dans le cadre de l'Examen périodique de la Belgique. Leur rédaction ont été coordonnées par les OSC et INDH membres d'un groupe de travail sur l'EPU, piloté par la Commission nationale pour les droits de l'enfant.